vevey
ville d'images

COFI

Vademecum

Ville de Vevey
La Commission des Finances

Vevey, 20 février 2008

VADEMECUM

DE LA COMMISSION DES FINANCES

DE LA VILLE DE VEVEY

Distribution :

- Municipalité
- Membres du Conseil communal

Table des Matières :

1. Bases légales p. 03
2. Définitions p. 03
3. Mission de la COFI p. 03
4. Manière de procéder p. 03
5. Outils mis à disposition p. 04
6. Le mode de réflexion en présence d'un préavis p. 04
7. Rapport annuel à l'attention du CC p. 05
8. Indicateurs financiers p. 06
9. Remarques finales p. 07

Documentation :

- Manuel, modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes MCH 2
  Édition : Conférence des directeurs cantonaux des finances, Berne, 19.01.2007

- Introduction aux Finances publiques 2007 – 2008
  Édition : Université de Fribourg, Fribourg, 05.11.2007

- La Commission des Finances de Vevey, de quoi s'agit-il ? Son cahier des charges, ses priorités.
  Édition : Francis Baud, Conseiller communal, Vevey, 23.10.2008

1. Bases légales : Règlement du Conseil communal du 1er juillet 2007, art. 55 à 60

La COFI rapporte sur le budget
La COFI rapporte sur les crédits supplémentaires
La COFI rapporte sur le plafond d'endettement
La COFI rapporte sur l'arrêté d'imposition
La COFI donne son avis sur la portée financière des crédits d'investissements et sur toute autre proposition hors compétence de la MUN
La COFI rapporte sur tout ce qui lui semble utile de rapporter

2. Définitions

Budget de fonctionnement : Document présentant les dépenses et recettes de fonctionnement annuelles courantes qui permettent à la MUN, en cas d'adoption par le CC, de dépenser et encaisser librement dans les limites fixées, sans ne plus référer au CC (salaires, charges sociales, subventions, tous les autres frais généraux).

Crédits supplémentaires : Demande de modification du budget de fonctionnement, visant à dépenser plus. En cas d'acceptation, le budget initial est modifié en conséquence.

Plafond d'endettement : Le CC fixe, en principe une fois par législature, un montant maximum de dettes que la MUN a le droit de contracter pour assurer ses liquidités. Elle peut emprunter moins mais pas plus.

Arrêté de taux d'imposition : Le CC fixe la part d'impôt prélevée sur les contribuables qui revient à la Ville (le Canton fixe sa part par une décision du Grand Conseil Vaudois). Il peut être fixé au moins annuellement et au plus pour toute la législature.

Dépense d'investissement : La MUN soumet à l'approbation un investissement et peut engager les fonds nécessaires en cas d'acceptation par le CC.

L'investissement est une dépense unique qui accroit la valeur du patrimoine de la Ville. Elle ne figure pas dans le budget de fonctionnement, car elle ne le concerne pas, mais se réfère en principe toujours au Plan des Investissements. Elle est comptabilisée à l'Actif du Bilan de la Ville[1]

Plan des investissements : Catalogue de compétence municipale des projets à réaliser durant une législature. La COFI peut rapporter sur ce plan à chaque fois qu'elle juge opportun de le faire (art.59 du règlement du CC).

Amortissement économique : il s'agit d'une opération non monétaire (sans aucun effet sur la trésorerie) qui diminue la valeur d'un actif (bâtiment scolaire, musée, machines de voirie) en raison de sa dépréciation dans le temps (usure, obsolescence). Elle n'a aucune incidence sur la marge d'autofinancement et n'intervient pas dans les raisonnements qui traitent du financement des dépenses d'investissements.

Amortissement financier : = remboursement échelonné d'une dette envers un prêteur tiers. Il s'agit d'une opération monétaire qui réduit une dette.

3. Mission de la COFI :

La COFI a implicitement une mission qui consiste à rapporter sur ce qu'elle pense de la **santé financière** de la Ville.

Elle doit donc se fixer les paramètres qui lui semblent essentiels en début de législature et ensuite les appliquer à chaque fois qu'elle est consultée pour donner son avis ou qu'elle décide de rapporter sur sa propre initiative (voir chapitres 4 et 6 ci-dessous).

---

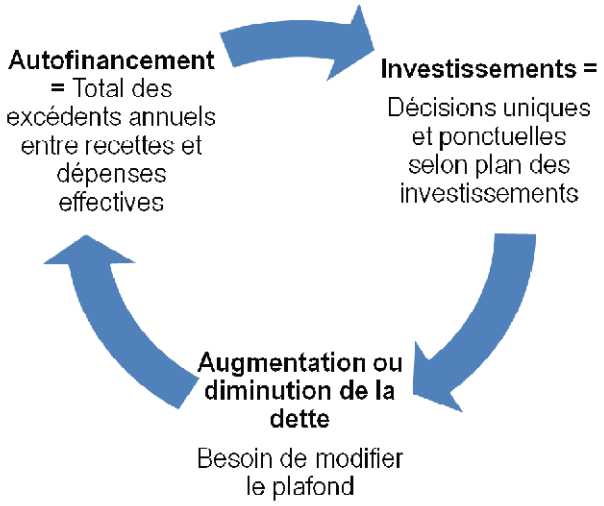
[1] Rappelons ici que les actifs au bilan de la Ville donnent lieu à des amortissements calculés sur la durée proposée par la MUN et adopté par le CC (maximum 30 ans).

4. Manière de procéder :

a) La COFI doit d'abord régulièrement apprécier l'évolution de la **Marge d'Autofinancement** (Différence entre recettes et charges de fonctionnement annuelles effectives, sans tenir compte des amortissements) et se faire une idée sur l'importance du montant dégagé annuellement en trésorerie et du total ainsi accumulé en fin de législature.

b) La COFI doit ensuite débattre sur le choix des **priorités du Plan des Investissements,** le total que cela représente sur la législature et ensuite mettre ce total en corrélation avec celui des marges d'autofinancement accumulées (débat qui ne conduira pas forcément à une unanimité, car hautement « politique »).

c) La COFI doit enfin se déterminer sur les résultats des appréciations faites selon a) et b). Si le total des marges d'autofinancement semble suffisant, il n'y a rien d'autre à faire. Si, par contre, il apparait que les marges d'autofinancement ne suffiront pas à couvrir les besoins en investissements, il va donc falloir s'endetter. Et là la COFI appréciera les potentialités de la Ville à s'endetter en surveillant la charge de la dette exprimée par le **Poids des Intérêts** (comparaison des intérêts passifs avec les recettes fiscales).



5. Les Outils mis à disposition

Le service des Finances de la Ville met à disposition de la COFI :

- les **Indicateurs financiers** (voir exemple arrêté au 31.12.2006 en chapitre 8, page 6 ci-dessous), afin que cette dernière puisse assumer sa manière de procéder pour remplir sa mission et ce après chaque bouclement des comptes annuels.
- **l'évolution des investissements accordés** depuis le début de la législature et les montants totaux dépensés, ce à chaque séance de la COFI.

6. Le mode de fonctionnement de la COFI, face à un préavis d'investissement

La COFI doit analyser chaque préavis qui lui est soumis en suivant à chaque fois le même raisonnement :

a) La dépense d'investissement correspond-elle au plan des investissements ?

b) La dépense est-elle dans les priorités choisies qui cadrent avec l'appréciation de la marge d'autofinancement couvrant l'ensemble des dépenses prioritaires ou risque-t-elle de faire

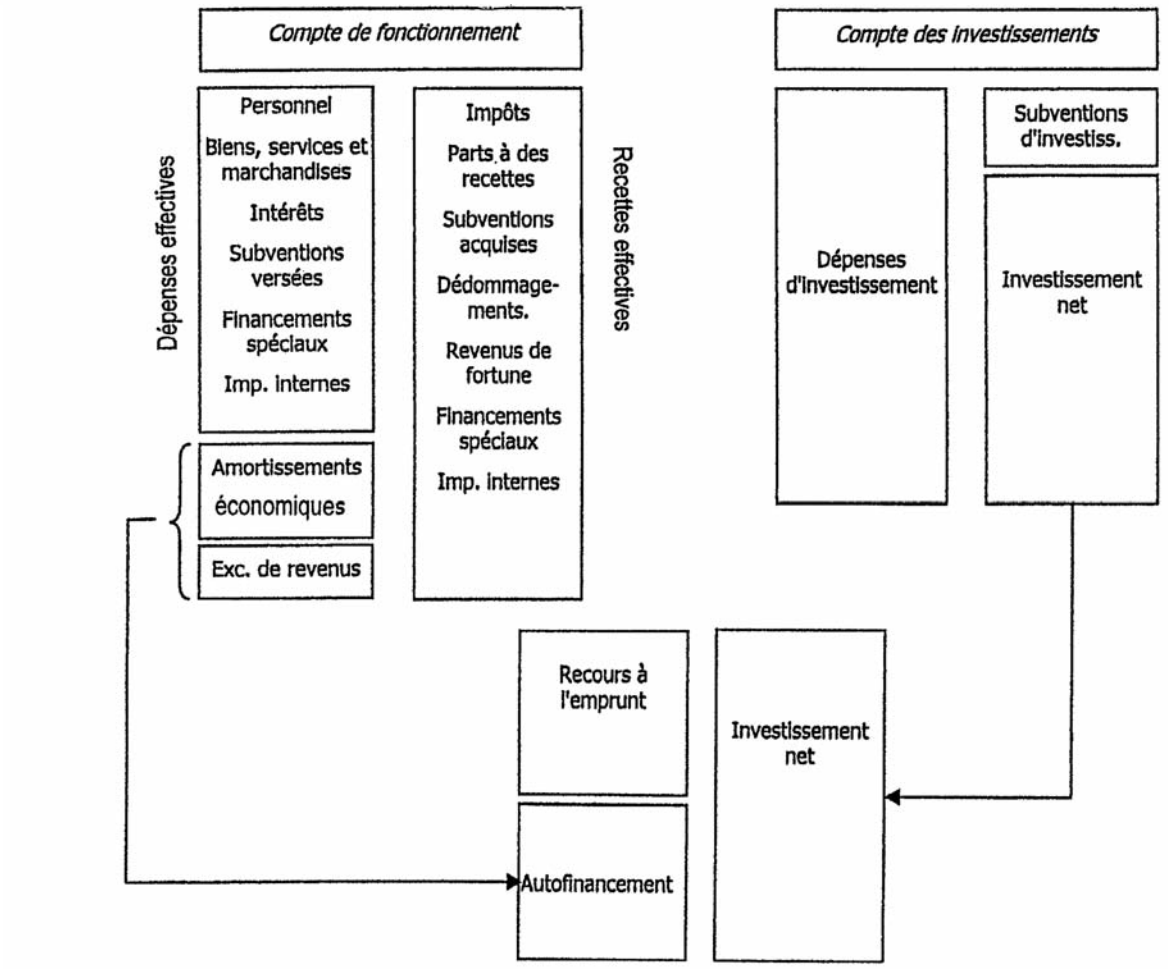
dépasser en fin de législature l'enveloppe de ces investissements prioritaires ? Il s'agit dans ce cas de la seule appréciation, et ce n'est pas la moindre, qui permet de manifester ses opinions politiques dans le cadre de la COFI.

c) Quelle seront les incidences des dépenses d'investissements sur le budget de fonctionnement (charges d'exploitations supplémentaires, augmentation des revenus) ?
d) La dépense d'investissement, productive ou improductive[2], nécessite-elle un emprunt ou est-elle financée par la marge d'autofinancement (ce qui est appelé dans les conclusions d'un préavis par le terme « trésorerie courante ») ?
e) S'il y a emprunt supplémentaire, quelle sera son incidence sur le budget de fonctionnement (notamment les charges d'intérêts) ?

Dans le cadre d'un préavis d'investissement, l'analyse de la COFI exclut toutes autres considérations que celles mentionnées ci-dessus. Elle n'a pas à empiéter sur les prérogatives de la Commission ad hoc, nommée pour la circonstance. L'avis de la COFI, à l'adresse de la Commission ad hoc ne doit porter strictement que sur les appréciations financières faites selon points a) à e) ci-dessus.

7. Rapport COFI à la fin de chaque année de la législature

La COFI établi à chaque fin d'année politique de législature (30 juin) un rapport d'évaluation de la santé des finances de la Ville, sur la base de la clôture au 31.12. qui précède et le transmet au CC. Le CC en prend acte ! Ce rapport doit présenter au CC la situation financière de la Ville sur la base de l'état suivant :



[2] Un investissement productif prétend rapporter plus d'argent qu'il n'en coûte (patrimoine financier), un investissement improductif signifie qu'il ne rapportera financièrement rien, au contraire, il ne fait que coûter (patrimoine administratif).

8. Indicateurs financiers

Le service des finances produira chaque année les indicateurs financiers suivants à la COFI, afin que cette dernière puisse remplir la mission qui lui est donnée implicitement.

Ville de Vevey - Indicateurs financiers

Indicateurs :	Comptes 1999	Comptes 2000	Comptes 2001	Comptes 2002	Comptes 2003	Comptes 2004	Comptes 2005	Comptes 2006
1. Degré d'autofinancement (autofinancement/investissements nets)	**857.19%**	**216.76%**	**65.98%**	**289.14%**	**54.66%**	**145.78%**	**429.98%**	**237.83%**
2. Capacité d'autofinancement (autofinancement/revenus de fonctionnement)	**16.78%**	**12.66%**	**8.08%**	**11.52%**	**4.85%**	**12.38%**	**15.50%**	**13.21%**
3. Quotité de la dette brute (dette brute/revenus de fonctionnement)	**160.85%**	**169.35%**	**157.37%**	**142.77%**	**144.34%**	**150.93%**	**133.74%**	**111.77%**
4. Quotité des intérêts (intérêts nets/revenus de fonctionnement)	**-1.60%**	**-0.30%**	**-1.06%**	**-1.87%**	**-0.28%**	**-1.42%**	**-5.78%**	**-0.55%**
5. Poids des intérêts (intérets passifs/recettes fiscales)	**10.00%**	**9.20%**	**9.30%**	**8.08%**	**8.60%**	**9.05%**	**8.44%**	**7.68%**
6. Quotité de la charge financière (charge financière/revenus de fonctionnement)	**2.64%**	**4.79%**	**3.98%**	**4.07%**	**4.54%**	**4.43%**	**2.77%**	**4.29%**
7. Endettement net par habitant	**4'339**	**4'263**	**4'415**	**4'210**	**4'018**	**3'848**	**4'069**	**2'840**
8. Impôt moyen (recettes fiscales/population)	**3'855**	**3'990**	**3'877**	**4'198**	**3'959**	**3'378**	**3'567**	**3'923**
9. Valeur du point d'impôt (recettes fiscales/taux d'impôt)	**595'502**	**613'053**	**605'399**	**660'002**	**624'931**	**711'280**	**765'925**	**862'430**

Ville de Vevey - Indicateurs financiers

	Comptes 1999	Comptes 2000	Comptes 2001	Comptes 2002	Comptes 2003	Comptes 2004	Comptes 2005	Comptes 2006
Amortissements (33)	11'352'005	9'765'471	5'973'851	9'616'305	5'588'949	8'890'852	15'678'795	6'967'201
Attributions aux fonds (38)	3'325'220	1'246'903	1'052'831	1'489'543	1'032'066	1'781'089	3'585'998	4'099'308
Prélèvements sur les fonds (48)	-82'792	-444'273	-127'448	-200'209	-135'827	-216'941	-4'431'060	-430'793
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	0	119'398	568'853	488'255	-1'856'813	597'908	696'793	2'764'309
Autofinancement	**14'594'433**	**10'687'499**	**7'468'087**	**11'393'894**	**4'628'375**	**11'052'908**	**15'530'526**	**13'400'025**
Investissements bruts	2'487'834	5'537'634	11'795'366	7'377'674	10'210'697	9'023'025	9'140'777	6'700'948
Recettes d'investissement	-785'250	-606'965	-475'943	-3'437'022	-1'743'319	-1'441'121	-5'528'826	-1'066'575
Investissements nets (dépenses - recettes)	**1'702'584**	**4'930'669**	**11'319'423**	**3'940'652**	**8'467'378**	**7'581'904**	**3'611'951**	**5'634'373**
Revenus totaux (4)	89'324'284	87'141'884	94'780'944	101'005'175	97'777'091	91'910'040	106'794'873	104'229'461
Prélèvements sur les fonds (48)	82'792	444'273	127'448	200'209	135'827	216'941	4'431'060	430'793
Imputations internes (49)	2'286'987	2'246'446	2'215'282	1'896'319	2'123'981	2'397'923	2'169'698	2'370'175
Revenus de fonctionnement : 4-(48+49)	**86'954'505**	**84'451'165**	**92'438'214**	**98'908'647**	**95'517'283**	**89'295'176**	**100'194'115**	**101'428'493**
Recettes fiscales (40+44)	**59'550'212**	**61'305'255**	**60'539'913**	**66'000'236**	**62'493'049**	**55'124'199**	**59'359'157**	**66'407'081**
Taux d'impôt	***100***	***100***	***100***	***100***	***100***	***77.5***	***77.5***	***77.0***
Intérêts passifs (32)	5'955'598	5'638'740	5'630'007	5'332'988	5'373'750	4'988'602	5'007'780	5'102'683
Revenus du patrimoine (42)	10'397'385	8'858'528	9'578'275	10'095'084	8'461'278	9'374'633	14'435'115	9'857'089
Charges d'entretien du patrimoine (314)	3'049'249	2'969'403	2'971'657	2'908'506	2'821'752	3'114'125	3'634'420	4'198'837
Amortissements du patrimoine administratif (331)	3'687'400	4'291'649	4'652'583	5'880'999	4'603'899	5'224'451	8'570'280	4'905'996
Intérêts nets : (32+314)-42	**-1'392'538**	**-250'385**	**-976'611**	**-1'853'590**	**-265'776**	**-1'271'906**	**-5'792'915**	**-555'569**
Charge financière : (32+314+331)-42	**2'294'862**	**4'041'264**	**3'675'972**	**4'027'409**	**4'338'123**	**3'952'545**	**2'777'365**	**4'350'427**
Emprunts à moyen et long terme (922)	139'870'032	142'018'833	133'468'973	140'927'897	130'371'419	134'772'008	134'004'542	113'368'095
Emprunts à court terme (921)	0	997'784	12'000'000	283'872	7'500'000	0	0	0
Placements du patrimoine financier (912)	72'844'214	77'515'013	76'520'566	75'019'395	74'445'208	71'962'062	66'294'677	65'296'341
Endettement brut : (922+921)	**139'870'032**	**143'016'617**	**145'468'973**	**141'211'769**	**137'871'419**	**134'772'008**	**134'004'542**	**113'368'095**
Endettement net : (922+921)-912	**67'025'818**	**65'501'604**	**68'948'407**	**66'192'374**	**63'426'211**	**62'809'946**	**67'709'865**	**48'071'754**
Population au 31.12	**15'449**	**15'364**	**15'616**	**15'722**	**15'784**	**16'321**	**16'641**	**16'927**

9. Remarques finales

Ce Vademecum a été rédigé suite à une présentation des enjeux financiers de la Ville[3] lors d'une séance de la COFI élargie à ses suppléants du 16.01.2008, de deux rencontres d'une sous-commission nommée pour la circonstance, en étroite collaboration avec le Directeur des Finances de la Ville, M. Gilles Altermath et d'une séance d'adoption finale par la COFI en date du 20.02.2008 (10 voix pour, 1 contre, une abstention).

Au nom de la Commission des Finances
Le Président :

.....
Stéphane Molliat

[3] Voir document : La Commission des Finances de Vevey, de quoi s'agit-il ? Son cahier des charges, ses priorités.
Édition : Francis Baud, Conseiller communal, Vevey, 23.10.2008

Quelques liens

Les normes comptables internationales pour le secteur public
→ www.ifac.org/PublicSector → Français → bibliothèque en ligne de l'IFAC → 2005 Handbook – French Version.

Manuel, modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes
→ www.fdk-cdf.ch → français → Données des finances → Comptabilité → Manuel MCH 2.
(ce manuel comporte 279 pages ; ce qui nous intéresse se trouve par contre dans les 20 premières pages).

Règlement du Conseil d'Etat du Canton de Vaud sur la comptabilité des communes
→ www.montpreveyres.ch → s'informer → Lois et règlements → Lois et règlements cantonaux (au format pdf) → Règlement sur la comptabilité des communes (RCC)

Plan comptable général PME pour la Suisse
→ www.sgv-usam.ch → français → publications

Les budgets publics (institut pour les finances publiques de l'Université de Fribourg, éd. 05.11.2007)
→ www.unifr.ch → rechercher → tapez « les budgets publics » → cliquez sur lien unifr.ch → tapez « enter ».

Rapport F. Baud : « La Commission des Finances de Vevey, de quoi s'agit-il ?
→ www.veveylibre.ch → Rubriques → Dossier Finances communales → Principes de travail de la COFI → format pdf.

Indicateurs financiers de Vevey
→ www.vevey.ch → administration → Administration communale → Direction des finances → Comptabilité générale.

Budgets et comptes de la Ville de Vevey
→ www.vevey.ch → administration → Administration communale → Direction des finances → Comptabilité générale.